

Chirurgie : comment reprendre la main ?

Laurent Sedel (APHP Paris)

Nous faisons un beau métier, nous l'aimons, et tentons de le pratiquer le mieux possible.

Et pourtant : les vocations se réduisent, les postes d'interne sont fléchés pour d'autres spécialités, l'âge moyen des collègues en exercice augmente régulièrement et les jeunes en formation ne parviendront pas à remplacer les départs en retraite avant de nombreuses années.

De multiples contraintes pénalisent la vie du chirurgien, financières, protocolaires, administratives.

Les arguments développés sont indiscutables : qu'il s'agisse de réduire le trou de la sécurité sociale, d'assurer une meilleure sécurité pour les patients, d'augmenter la qualité des soins, le chirurgien est un citoyen comme un autre et ne peut manquer d'adhérer à ces arguments.

Et pourtant, toutes ces contraintes ont-elles bien l'effet désiré ?

Ne sont elles pas brandies pour des motivations bien à l'opposé des volontés affichées : rendre plus visible l'action des gouvernants, des agences en charge, des économistes de la santé, pour le plus grand profit en fait de quelques uns : les assureurs, les financiers propriétaires des cliniques privées et bientôt peut-être des meilleurs de nos hôpitaux publics comme cela se fait en Allemagne.

Nous montrerons à partir de quelques exemples comment les nouvelles normes, les protocoles, l'encadrement aboutissent aux effets inverses de ceux désirés et affichés. Augmentation des coûts, sans amélioration de la qualité des soins, augmentation de la judiciarisation qui rend les assureurs, les avocats plus présents dans ce qui pour eux est un marché comme un autre sans améliorer la sécurité ni d'ailleurs la qualité des soins.

Et comment tout ceci nous conduit vers un système à l'américaine qui tout en coûtant beaucoup plus cher que chez nous, n'apporte pas un meilleur service aux patients : 30% d'exclus du système, pour une qualité globalement moindre.

Les contraintes financières pénalisent de plus en plus la pratique normale, vertueuse de cette activité : baisse des tarifs opposables poussant à la généralisation des dépassements d'honoraires, augmentation des primes d'assurance justifiée par une judiciarisation croissante, alors que le nombre d'affaires ne progresse pas en volume. Ce sont les montants des dédommagements qui progressent rendant les assureurs plus visibles.

Dans ce contexte, comment reprendre la main ?

Nous analyserons les éléments de la dépréciation régulière de ce métier, tant à l'hôpital public qu'en clinique privée.

Si nous voulons redonner à ce beau métier la place qu'il devrait occuper, il faut nous ressaisir.

Nous devons communiquer en direction des pouvoirs publics, des personnalités en charge, de la population. Lutter contre les fantasmes de tel ou tel, éthicien, philosophe ou intellectuel qui ne connaît nos métiers qu'à travers les prismes déformants des médias grands publics ou de la communication plus ou moins à charge ou intéressée de tel autre.

Nous devons nous réapproprier l'apprentissage de la chirurgie, et de son environnement pour assurer une réelle sécurité et qualité des soins que le patient qui se confie à nous est en droit d'espérer.

